Attali et la «relance» de l'immigration

26/01/2008 à 21h18

Le mot « relance » constitue une provocation puisque les entrées d'immigrés originaires des pays extérieurs à l'Union européenne sont passées de 153.000 en 1999 à 251.000 en 2005. Les clandestins estimés à environ 100.000 s'ajoutent à ces chiffres officiels.

On peut donc présumer qu'environ 350.000 personnes sont entrées sur le territoire français en 2005. Cela représente en 6 ans l'équivalent de la population de Paris intra muros.

En ce qui concerne la contribution de l'immigration à la croissance, 6 sur 10 de ces personnes en âge de travailler sont oisives. Le déficit des finances publiques imputable à cette population atteint 48 milliards d'euros soit 80% du déficit total enregistré en 2004.

Enfin, puisque la commission considère que *« l'immigration est une source de croissance »*, rappelons que si le développement allait de pair avec un accroissement de la population, le Yémen et le Niger seraient de grandes puissances économiques et la Suisse un pays pauvre.

En réalité, il est vain de critiquer de telles inepties et il faut plutôt rechercher à qui « le crime profite ». À ce titre, il convient de souligner que la Commission Attali compte 22 dirigeants de grandes entreprises. Or, en affaires les choix se fondent plus sur le calcul que sur l'idéologie.

Par exemple, l'accroissement de la population par le biais de l'immigration, augmente la consommation et favorise la grande distribution. Le fait que cette consommation soit payée au moyen d'allocations financées par les contribuables, et que son excès entraîne un déficit massif de notre balance

commerciale n’entrent nullement en ligne de compte dans les calculs de ces entreprises.

Sur un plan plus général, ces grands groupes veulent s’appuyer sur un prolétariat abondant, peu syndiqué, mal payé afin d’accroître leurs profits. Avec la mondialisation, ils peuvent délocaliser le capital dans les pays à bas salaires mais beaucoup d’entreprises ne veulent ou ne peuvent pas se délocaliser.

On met donc en place une délocalisation interne qui consiste à importer des travailleurs à bas prix pour remplacer les nationaux, tout en laissant les coûts afférents (éducation, logement, sécurité etc.) à la charge des contribuables.

Concrètement, ce phénomène entraîne la concentration des gains de la croissance au profit d’une élite mondialisée, la relégation de la classe ouvrière nationale dans les trappes de l’assistanat et enfin la paupérisation relative des classes moyennes. Lire l’article intégral